

# Le Tour du BELvue

Corrigés texte lacunaire

## Corrigé Salle 1

La Belgique qui acquiert son indépendance en 1830 est une démocratie. Pour être une démocratie, il faut respecter des principes :

Première règle : les pouvoirs, qui viennent de la population, sont séparés entre différentes institutions, personnes.

- Le Parlement détient le pouvoir législatif, il vote les lois et les budgets
- Le gouvernement veille à l'exécution des lois et est responsable de ses actes devant le Parlement. Le Roi est le chef de l'Etat, mais ses pouvoirs sont limités.
- Les tribunaux et cours de justice exercent le pouvoir judiciaire.

Deuxième règle : l'égalité de tous les Belges et les libertés qui leur sont assurées sont inscrites dans la Constitution. Parmi ces libertés, on trouve par exemple, la liberté de culte, celle d'enseignement ou celle de réunion.

Après l'indépendance, ces libertés permettront la naissance d'une presse critique, la possibilité pour les travailleurs de se réunir... L'impact de ces libertés sera essentiel pour le développement de la Belgique.

C'est donc de la population que proviennent les pouvoirs, les Belges élisent des représentants. Les élections jouent ainsi un grand rôle dans une démocratie. Si aujourd'hui le suffrage est universel, cela n'a pas toujours été le cas. Il y a eu une évolution et elle ne s'est pas faite sans combats.

En 1831, environ 46.000 citoyens de sexe masculin, aisés, payant suffisamment d'impôts -le cens- choisissent leurs représentants. Moins de 1% des Belges participent ainsi à ces élections.

En 1880, des grèves massives pour réclamer le suffrage universel éclatent. En 1893, plusieurs manifestants perdent même la vie, ce qui provoque enfin une réaction. Le suffrage universel tempéré par le vote plural est introduit. Tous les Belges de sexe masculin, de 25 ans au moins obtiennent une voix. Certains, selon la richesse par exemple, obtiennent une ou deux voix supplémentaires.

Les protestations restent vives, de nouvelles victimes sont à déplorer dans les années qui suivent, lors de manifestations pour l'obtention du suffrage universel. Ce dernier n'est enfin accordé à la population masculine qu'en 1919, après la Première Guerre mondiale.

Et ce n'est qu'en 1948 que le suffrage universel est accordé aux femmes.

## Corrigé salle 2

Au début du XIXe siècle, la Belgique va s'industrialiser très rapidement. La machine à vapeur est adoptée, les salaires bas et l'abondance de minerai de fer et de charbon dans le sous-sol wallon offrent une base très favorable à l'expansion industrielle. En 1835 débute la construction d'un réseau ferroviaire. Il sera le premier et le plus développé du continent. Cette évolution entraîne une énorme croissance économique.

A partir de 1890, l'économie belge connaît une nouvelle accélération. Des secteurs comme l'industrie chimique, électrique et automobile se développent. Les entrepreneurs belges parcourent le monde et de puissants groupes comme Cockerill, la Société générale font des affaires dans le monde entier. Ils installent des voies ferrées en Europe, en Amérique du Sud, en Afrique centrale et même en Chine. Le port d'Anvers devient à cette époque, l'un des plus importants du monde.

Les deux guerres mondiales sont suivies par des périodes de reconstruction. L'innovation et les investissements manquent alors. Mais à partir des années 1960, des multinationales étrangères s'installent en Belgique, en particulier en Flandre. Elles créent des dizaines de milliers d'emplois. La société de consommation se met également en place. Pour pousser la consommation et la production, la Belgique devient un pays à salaires élevés. Radios portables, télévisions, voitures, téléphone et vacances sont désormais à la portée de presque tous. Les tours d'immeubles à l'américaine, les supermarchés en self-service, les nouveaux quartiers résidentiels et les autoroutes s'imposent désormais dans le paysage.

Entre les années 70 et 90, l'économie belge connaît une nouvelle transformation. Les trois quarts de la population active travaillent désormais dans le secteur des services. Les principaux employeurs deviennent les écoles, les hôpitaux, les banques, les entreprises de télécommunication et les administrations.

Aujourd'hui, la Belgique investit pleinement dans l'économie du futur. Des secteurs comme la microélectronique, les technologies de l'information et de la communication, les entreprises biotechnologiques et pharmaceutiques sont en plein essor.

## Corrigé salle 3

Au XIXe siècle, la situation sociale de la population belge est particulièrement **difficile**. Les revenus sont très modestes et les crises agricoles frappent durement la population. Hommes, femmes et enfants sont contraints de travailler plus de 12h par jour, dans des conditions souvent très misérables. La législation sociale est inexistante, il n'y a pas d'assurance chômage ou d'assurance maladie... Si on ne travaille pas, si on est malade ou trop âgé, on est condamné à une **extrême pauvreté**.

La **charité** n'offre aucune solution sur le long terme. Elle apporte un réconfort temporaire, mais celui qui est au bas de l'échelle n'a aucun espoir d'améliorer sa situation.

A partir de 1850, quelques groupes d'ouvriers fondent **clandestinement** les premiers syndicats. C'est pour mieux résister aux pressions du patronat. L'interdiction de former des syndicats n'est levée qu'en 1866. C'est en mars 1886 qu'éclate la plus grosse **révolte** sociale qu'ait connu le pays. En Wallonie, l'armée intervient pour renvoyer les ouvriers dans les usines : on comptera 28 morts.

Cette date a été déterminante pour les **socialistes**. Ils s'organisent et créent un parti politique en 1885. Son objectif consiste à réformer le capitalisme de l'intérieur en conquérant le pouvoir politique au Parlement au nom de la classe ouvrière. En attendant, ils développent un système d'**entraide** composé de coopératives, de mutualités et de syndicats. Les **coopératives** procurent des aliments et d'autres produits à des prix peu élevés. Les **mutualités** et les **syndicats** protègent leurs membres contre les conséquences de la maladie, de l'invalidité, de la vieillesse et du chômage.

Les succès socialistes poussent les autres partis (catholiques et libéraux) à adopter le même système.

Entre la fin du XIXe et le début du XXe, des lois sociales sont adoptées et améliorent la vie de la population belge. Il faut cependant attendre **1944** pour qu'employeurs et syndicats concluent un « pacte social ». Les deux parties se reconnaissent pour la première fois mutuellement comme partenaires à part entière et décident ensemble d'avoir pour objectif une plus grande productivité et un meilleur niveau de vie pour tous.

La **sécurité sociale** obligatoire est introduite en Belgique. Elle comprend la protection contre le chômage, la maladie, l'invalidité, les accidents du travail, le droit à la pension ; les vacances annuelles et les allocations font également partie des mesures.

## Corrigé salle 4

La **liberté** de culte est inscrite dans la Constitution dès les débuts de la Belgique indépendante. Cependant, jusque dans les années 50, l'Eglise catholique garde une influence déterminante sur la population. Elle apparaît comme une autorité religieuse, mais aussi **politique** et **sociale**. L'Eglise contrôle la vie des croyants sous bien des aspects et veut faire entendre sa voix pour influencer la destinée du pays.

La société belge va se diviser en « **pilier** » : des organisations, des associations encadrent et protègent les Belges selon leur orientation philosophique et politique. Le pilier catholique, dit « clérical » se constitue donc en concurrence avec le pilier socialiste et le pilier libéral, dit « anticlérical ». Jusque dans les années 50, le pilier catholique est très puissant.

La **lutte** entre cléricaux et anticléricaux va se concentrer sur l'**enseignement**. L'Église catholique en fait un enjeu essentiel pour assurer la formation chrétienne des enfants. L'Église crée donc un réseau d'école et fait pression pour limiter le développement du **réseau** officiel.

L'opposition se déplace jusque dans la rue, les deux camps organisent des manifestations de masse, allant jusqu'à faire des morts. Les discours enflammés se succèdent dans ce que l'on finit par appeler « la guerre scolaire ».

Le conflit trouve un aboutissement seulement en **1958**. Le « Pacte scolaire » conserve le libre choix de l'enseignement, le réseau catholique sera subventionné par l'État et le réseau officiel peut poursuivre son expansion.

Les années 1950 correspondent également à un **affaiblissement** de l'influence de l'Église catholique. La fréquentation de la **messe** diminue continuellement, tout comme le nombre de mariages et d'enterrements religieux. Sur le plan politique, la vive opposition entre cléricaux et anticléricaux passe à l'arrière-plan.

Tout cela entraîne une mise en avant de droits individuels et de **choix personnels**. L'émancipation de la femme devient un thème important. Cette nouvelle lutte aboutit à la dépénalisation de l'**avortement** dans les années 90.

D'autres questions éthiques font aussi la une de l'agenda politique en Belgique au début des années 2000. Ainsi, en 2002, la Belgique est le deuxième pays du monde à légaliser l'**euthanasie** et, en 2003, le deuxième à autoriser le mariage entre partenaires de même sexe.

## Corrigé salle 5

Avant de devenir une terre d'**accueil**, la Belgique a été un pays d'émigration. Pendant les crises économiques du XIXe et du début du XXe siècle, de nombreux Belges ont quitté le pays, en quête de **travail**. Ils ont été nombreux à rejoindre Paris ou bien le **Nord de la France**.

D'autres, ont effectué un voyage plus long et plus risqués pour atteindre les **Etats-Unis** ou le Canada. Ils étaient attirés par les terres nouvelles qui étaient disponibles. Bien souvent, trompés, ils se sont retrouvés à effectuer un travail harassant sur des terres hostiles.

Au XXe siècle encore, beaucoup de Belges vont fuir les **guerres**. En août 14, 1.500.000 citoyens quittent la violence des combats et la terreur allemande. Ils se réfugient aux Pays-Bas, en France et en **Grande-Bretagne**. Une majorité d'entre eux rentreront à la fin du conflit mais certains resteront dans les pays d'accueils.

Le **sens** de migration va s'inverser après la Seconde Guerre mondiale. L'économie belge tourne à plein régime et le besoin de **main-d'œuvre** se fait sentir. Des bureaux de recrutement de travailleurs sont notamment ouverts en **Italie**, en Grèce, en Espagne, en Turquie et au **Maroc**.

La crise pétrolière mondiale de 1973 met un frein à ces recrutements de travailleurs. Ceux qui sont restés sont confrontés à la crise, à la fin de l'industrie lourde en Belgique. La hausse du chômage va faire monter l'hostilité à leur égard et à celui de leurs familles.

Depuis la fin des années 90, le rythme d'arrivée des migrants s'est **accélééré**. Il y a plus de conflits aux frontières de l'Europe et les migrations intra européennes ont augmenté à mesure que l'Union Européenne s'élargissait aux **pays de l'Est**.

Aujourd'hui, un quart des habitants en Belgique a des **racines** à l'étranger. La diversité est croissante, en particulier dans les villes. Certains sont **inquiets** ou perdus face à cette évolution...mais une chose est certaine, l'avenir de la Belgique est dans la diversité.

## Corrigé salle 6

En Belgique, on parle plusieurs **langues**. Cela a eu des conséquences sur l'organisation politique du pays.

Le pays est situé sur la ligne de séparation entre les aires linguistiques **germaniques** et **latines**. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Europe est dominée par la France. Le français devient la langue de l'**élite** et de l'**administration** dans ce qui deviendra la Belgique.

En 1830, ceux qui fondent les bases du pays, les membres du **Congrès National** parlent tous français, même quand ils viennent de Flandre. Ils inscrivent la liberté linguistique dans la Constitution, mais font quand même du **français**, la langue officielle du pays... Pour eux, c'est tout à fait logique.

Cependant, au fil du temps, le mécontentement va grandir dans le **Nord** du pays. Un mouvement **flamand** s'organise pour réclamer un statut égal pour leur langue. Les avancées, difficilement, obtenues par le mouvement flamand provoqueront également la naissance d'un mouvement wallon.

Ce que l'on appelle le « conflit linguistique » débute donc pratiquement en même temps que la naissance du pays. Ce **conflit** va devenir de plus en plus important après les deux guerres mondiales. Les tensions montent entre les Flamands et les francophones. Une **frontière** linguistique est tracée et à partir des années 70, plusieurs **réformes** de l'Etat conduisent à la **fédéralisation** du pays.

La Belgique compte donc un Etat fédéral, des gouvernements pour les régions et les communautés. Le pays compte trois communautés dotées de compétences culturelles et personnalisables : la flamande, la française et la germanophone. S'y ajoutent trois régions qui gèrent l'économie et l'aménagement du territoire : la région flamande, la région wallonne et la région de Bruxelles-Capitale.

Le conflit linguistique va cependant devenir « communautaire » avec le déclin **économique** de la Wallonie et la prospérité grandissante de la Flandre.

## Corrigé salle 7

La Belgique occupe une position **centrale** en Europe. Cette situation explique pourquoi elle a participé, parfois contre sa volonté à toutes les grandes étapes de l'histoire du continent.

En 1830, les grandes puissances acceptent l'indépendance de la Belgique à la condition que le pays reste **neutre**. Cette neutralité forcée permet de créer un **tampon** entre la France et l'Allemagne.

La Belgique parvient à tenir ce rôle jusqu'en août 1914. L'**Allemagne** espérait pouvoir traverser la Belgique pour attaquer la **France** par surprise. Le refus du roi Albert Ier de se laisser faire entraîne notre pays dans la Première Guerre mondiale. Tandis que l'armée belge résiste sur une petite partie du territoire derrière l'Yser, les Allemands imposent un régime sévère dans le pays **occupé**. La pénurie, la faim, la maladie et le froid sévissent. Partout dans le monde les opinions prennent pitié pour « la pauvre petite Belgique ». La guerre se termine le 11 novembre 1918 et laisse certaines parties du pays **dévastées**.

L'Allemagne envahit une nouvelle fois la Belgique en mai **1940**. Cette fois, la défaite est totale et **Hitler** peut imposer son régime de terreur sur pratiquement tout le continent. Les actes de résistance sont impitoyablement réprimés et des dizaines de milliers de Belges sont arrêtés, torturés, exécutés. Les plus durement touchés sont les **Juifs**. La Belgique est libérée par les alliés en septembre 44.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Belgique abandonne sa neutralité et va chercher sous l'impulsion de quelques hommes d'Etat à favoriser la **coopération** politique et économique en Europe et dans le monde. La Belgique est partie prenante d'une série d'initiative en ce sens : Benelux, Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) et finalement création de la Communauté économique européenne, ancêtre de **l'Union Européenne**.

Bruxelles devient alors peu à peu la « capitale » de l'Europe, ce statut n'est pas officiel mais l'installation dans la ville de nombreux sièges d'institutions fait de Bruxelles le **centre névralgique** de l'Europe.